

13 juillet 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique de défense, à Paris le 13 juillet 2016.

Monsieur le Gouverneur général d'Australie,

Vous nous faites un grand honneur de participer ce soir à cette réception qui va saluer l'ensemble des militaires ou leurs représentants qui vont défiler demain et nous sommes très heureux de savoir que des Australiens, ainsi que des Néo-Zélandais, seront présents à l'occasion de notre 14 juillet.

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Ministre de la Défense,

Monsieur le Secrétaire d'État,

Mesdames, Messieurs les Ministres ici présents,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Monsieur le Chef d'état-major des armées,

Mesdames, Messieurs les Officiers généraux, Officiers, Sous-Officiers, Officiers Mariniers, Soldats, Marins, Aviateurs,

Je viens, comme chaque année, ici, à l'hôtel de Brienne, la veille de la Fête nationale pour m'adresser aux militaires qui s'apprêtent à descendre les Champs-Élysées pour le défilé du 14 juillet. Vous participerez ainsi à une grande manifestation patriotique qui illustre le lien entre la Nation et les armées.

Nos concitoyens ont conscience de ce qu'ils doivent aux soldats qui, sur tous les fronts, ici, dans l'Hexagone, mais également partout dans le monde, protègent notre patrie et défendent les intérêts et les valeurs de la France.

Comme chef des armées, je mesure chaque jour le sens du devoir dont vous faites preuve dans les missions que je vous confie et qui sont toujours périlleuses. Mes pensées vont aux familles, à celles qui vivent dans l'éloignement de leurs proches et également dans l'inquiétude.

À celles qui ont perdu l'un des leurs, je veux dire avec le Premier ministre notre solidarité dans l'épreuve qu'elles traversent et mon respect devant leur dignité dans la douleur.

La France mesure sa dette à l'égard de ceux qui ont donné leur vie pour notre pays et je tiens ici à prononcer les noms de ceux qui sont morts pour la France cette année : Baptiste TRUFFAUX, Mickaël POO-SING, Damien NOBLET, Michaël CHAUWIN, Alexis GUARATO. Je pense aussi à Nicolas VERRIER. Nous ne les oublierons jamais.

Je veux que la reconnaissance de la Nation pour les soldats morts pour la France au combat en opérations extérieures soit élevée au même rang que celle des guerres passées. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé la construction d'un mémorial qui leur sera dédié. Il sera édifié au sein du Parc André-CITROËN, à proximité du siège du ministère de la Défense, à Balard.

J'ai chargé Jean-Marc TODESCHINI, le secrétaire d'État aux Anciens Combattants, de ce projet, en lien avec les services de la ville de Paris, et la première pierre sera posée début 2017.

Je salue aussi les militaires qui ont été blessés en opérations. Certains sont parmi nous aujourd'hui, entourés de leurs proches et de leurs camarades. Je sais leur courage. Ils sont devant une autre bataille, celle de la réadaptation et de l'insertion. Ils la gagneront. Mais leur souffrance nous oblige et c'est pourquoi je veux faire évoluer l'Institution nationale des Invalides, qui deviendra un véritable centre de réhabilitation post-traumatique au bénéfice des victimes de

deviendra un véritable centre de réhabilitation post-traumatique au bénéfice des victimes de guerre.

Mesdames et Messieurs,

Notre pays est confronté à de nombreuses menaces. La Syrie, l'Irak sont déchirés par la guerre. La Libye connaît une instabilité dangereuse à quelques centaines de kilomètres seulement des côtes européennes. Le Sahel fait face à la violence extrême de groupes terroristes, en particulier Boko Haram. Alors la France prend toute sa part dans la résolution de ces crises. C'est à la fois son devoir et son intérêt. Mais elle ne peut y parvenir qu'avec le respect dû à nos armées. En janvier 2013, c'est à la France que le Mali a eu recours pour rétablir sa souveraineté. En décembre 2013, c'est vers la France que la communauté internationale s'est tournée pour éviter des massacres de masse en République centrafricaine. En 2014, c'est encore la France qui est intervenue avec les États-Unis pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive de Daech en Irak, puis en Syrie dans le cadre de la coalition à partir de 2015.

Ces actions que j'ai engagées portent leurs fruits : au Sahel, Serval a été un succès et Barkhane, qui lui a succédé, continue de maintenir la pression sur les groupes armés terroristes et facilite et c'est une tâche très délicate le processus de réconciliation entre les Maliens.

Notre présence sera donc maintenue dans cette région dans les mois qui viennent. En République centrafricaine, notre intervention et le déploiement des Nations-Unies ont rendu possible la transition politique concrétisée par l'élection du président de la République et également d'un Parlement. Nous avons pu conjurer le risque de désagrégation de ce pays. Ce succès nous conduit à passer le relais à la communauté internationale et aux autorités centrafricaines.

En octobre prochain, Jean-Yves LE DRIAN, le ministre de la Défense, se rendra donc en Centrafrique pour prononcer officiellement la fin de l'opération Sangaris. Je veux le dire avec clarté : décider d'une intervention sur un théâtre d'opération est une grande responsabilité et il est important de savoir clore une opération extérieure est également un enjeu majeur. Ne pas le faire trop vite, trop tôt, ne pas le faire trop tard. Et c'est pourquoi nous en avons décidé aujourd'hui.

Au Moyen-Orient, en Irak et en Syrie, Daech recule, perd ses bastions. Notre armée de l'air frappe quotidiennement ses positions. Notre armée de terre, par la formation et l'appui qu'elle offre aux Irakiens, continue de façon importante ces opérations et j'annonce que nous allons encore intensifier le concours de l'armée de terre pour soutenir les Irakiens dans la perspective de la reconquête de Mossoul. Je veux également vous informer que le groupe aéronaval, avec le porte-avions CHARLES-DE-GAULLE, sera de nouveau déployé au sein de l'opération Chammal à l'automne car nous devons frapper et détruire ceux qui nous ont agressés ici, en janvier et en novembre 2015.

Nous savons que pour les attentats de novembre 2015, c'est à Raqqa et même à Mossoul qu'ont été décidés les attentats. Et donc c'est notre devoir de pouvoir frapper et de pouvoir toucher ceux-là mêmes qui ont décidé de ces crimes abominables.

Peu d'armées dans le monde sont aujourd'hui capables d'unir à ce point, comme l'armée française, endurance et technologie, résistance et agilité. Et nos alliés ne s'y trompent pas : ils reconnaissent tous l'excellence de nos forces. Nous avons besoin d'alliés et ils ont besoin de nous.

La présence parmi nous ce soir et demain sur les Champs-Élysées de troupes australiennes et néo-zélandaises nous rappelle combien il est précieux, à l'heure de vérité, d'avoir des alliés, des amis prêts à combattre à nos côtés. Ils l'ont fait dans l'histoire et nous serons aussi à leurs côtés. J'ai participé au sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Varsovie. La France - je l'ai rappelé - est un partenaire de confiance au sein de l'Union européenne et de l'Alliance Atlantique. Notre aviation participera aux missions de police du ciel dans les pays baltes dès septembre et l'an prochain, nos forces terrestres procéderont à des déploiements réguliers, en Estonie avec les Britanniques, et en Lituanie avec nos amis allemands.

Mais cet effort de réassurance et de solidarité doit être partagé. C'est aux Européens d'assurer leur propre sécurité et d'agir, autant qu'il est possible, de manière autonome. C'est vrai que la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne peut susciter des interrogations, y

compris sur cette question de la défense. Alors je veux là encore être tout à fait net : la Grande-Bretagne et nous en avons confirmation restera une puissance militaire européenne et ses intérêts convergeront avec les nôtres. Et ici, je réaffirme la relation de défense qui unit nos deux pays. Néanmoins, la France va se trouver dans une situation nouvelle après le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne puisque nous serons le seul membre de l'Union, à siéger comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, à disposer d'une puissance nucléaire. Nous serons l'un des seuls États capables de projeter une force militaire à l'extérieur et nous sommes membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

Alors, de cette position, nous devons aussi tirer une conclusion et appeler à une initiative en matière de défense européenne. Il s'agit de faciliter les engagements de l'Union européenne à l'extérieur de ses frontières, de renforcer la sécurité chez nos partenaires et nos voisins, de travailler ensemble à des capacités de réponse et également à conjurer les menaces contre nous à travers le terrorisme. Donc il y aura, à l'initiative de la France, une proposition pour renforcer l'Europe de la défense. Je constate aussi que nos amis allemands y sont prêts et nous pourrions donc porter ensemble, et avec d'autres, cette initiative.

La France a consenti ces dernières années un effort important en matière d'équipement de défense. Ce qui est une des explications de nos succès industriels. Il y en a d'autres ! Mais c'est vrai que l'année 2015 a été une année record en matière de commandes, d'exportations, et je veux remercier le ministre et également tous ceux qui y ont contribué, nos militaires, nos ingénieurs, nos ouvriers qui ont pu faire valoir le haut niveau de notre technologie, mais également la performance de nos entreprises que je salue également. Le choix par l'Australie au mois d'avril dernier, de sous-marins et de matériels français en est une nouvelle illustration. Mais nous avons eu d'autres réussites ! Le tir du missile nucléaire M51, il y a quelques jours, a confirmé l'excellence de tout un système. Nous avons pu ainsi faire ensemble travailler la DGA, le CEA, mais aussi des industriels comme SAFRAN et AIRBUS.

Si nous pouvons avoir ce niveau de technologie, c'est parce que nous investissons. Et nous allons avoir aussi des résultats pour nos armées ! Le programme SCORPION, lancé en 2014, qui a fait rentrer nos forces terrestres dans la nouvelle dimension du combat numérisé et les véhicules blindés de la nouvelle génération GRIFFON et JAGUAR, qui vont également être mis à la disposition de l'armée de Terre et l'acquisition du drone tactique PATROLLER et pour la Marine, l'arrivée des frégates FREMM, des sous-marins BARRACUDA, des missiles de croisière navals et pour l'armée de l'air, l'acquisition de 12 drones MALE, la commande de quatre avions C130, de 12 avions ravitailleurs multi-rôles. Voilà, ce que nous apportons à travers nos choix d'investissements. Et je n'oublie pas ce que nous faisons pour les dispositifs satellitaires d'interception et d'observation, la priorité que nous donnons à la cyber-défense, élément essentiel de notre souveraineté et qui complète ce que nous devons faire pour le Renseignement, si utile, si précieux pour lutter contre le terrorisme.

Nos armées sont également déployées sur le territoire national et c'est l'opération Sentinelle. Je veux remercier le ministre de la Défense, le chef d'état-major, pour les renforts supplémentaires qui ont été apportés durant toute la période de l'Euro, puisque nous avons pu déployer 10 000 militaires. Nous allons revenir à un niveau d'engagement moins élevé, 7 000, mais c'est une opération qui va se poursuivre parce qu'elle est indispensable. C'est une responsabilité nouvelle que de servir au milieu de vos compatriotes, dans ce contexte, de participer à leur sécurité. Mais c'est aussi ce qui explique l'attachement des Français à l'égard de l'armée.

C'est également une contrainte : je la mesure, avec le Premier ministre. Nous savons ce que cela représente pour les militaires, pour leur famille. J'ai donc décidé l'augmentation de la Force opérationnelle terrestre de 66 000 à 77 000 militaires. C'est la première progression de la sorte depuis des décennies. Mais je suis également attentif à la condition militaire et là encore, un plan d'amélioration de la condition du personnel a été décidé et il apportera des compensations liées aux absences pour raisons opérationnelles, en plus des mesures prévues pour l'ensemble des agents de l'État que le gouvernement a décidées.

Les chefs d'état-major m'ont alerté aussi sur notre capacité à attirer et à conserver des

compétences dont nos forces ont besoin, pour que les jeunes qui s'engagent puissent avoir des missions qui correspondent à leur attente et des progressions de carrière. J'ai demandé au ministre de la Défense d'étudier à la rentrée les mesures nécessaires pour assurer une présence durable de nos personnels dans nos forces, avec des incitations spécifiques pour certains métiers. Il y a aujourd'hui des associations professionnelles représentatives de militaires et c'est une innovation, et je pense que cela pourra améliorer encore la concertation, favoriser le dialogue, dans le respect du statut militaire. Et là aussi, je fais confiance à la responsabilité de chacun.

Mesdames et Messieurs,

Je vous ai décrit la menace, je vous ai décrit l'état du monde qui est incertain, dangereux, troublé. La défense de la France est une priorité absolue. C'est-à-dire qu'elle m'engage, comme chef des armées, elle mobilise le Gouvernement, même si nous devons assurer d'autres priorités pour les Français. Mais celle-là est la condition de tout ! Comment pouvoir vivre en famille, comment pouvoir projeter son existence s'il n'y a pas la sécurité ? Si nous nous sentons, à un moment, soumis à des pressions extérieures ou à des menaces ?

J'ai pris des décisions importantes ces derniers mois. D'abord, j'ai arrêté la baisse des effectifs des armées, qui était un mouvement continu depuis des années. J'ai également garanti le respect, par les budgets annuels, de la trajectoire financière prévue dans la Loi de programmation militaire. Je vais ici faire une constatation et elle peut être douloureuse : c'est la première fois qu'une Loi de programmation militaire est respectée dans notre pays. Avant, c'était un texte de proclamation, d'incantation, d'affichage et c'était, à tous égards, une variable d'ajustement. Et on le savait quand le Parlement s'en saisissait et quand le Gouvernement lui faisait Gouvernement de l'époque ou les Gouvernements de l'époque lui en faisait la proposition.

Aujourd'hui, c'est un engagement que j'ai voulu, avec le Gouvernement, entièrement respecter. Et voire même, j'ai révisé la loi de programmation militaire à la hausse. Chacun l'aura compris, compte-tenu de ce que nous avons dû faire à l'extérieur et dû engager à l'intérieur. Compte-tenu de ce qu'est la présence de nos armées, partout dans le monde, et ce qu'exige le niveau des équipements nécessaires pour être respecté.

Pour le budget 2017 je parle devant le Premier ministre qui a déjà fixé les lettres-plafond j'ai voulu que les ressources de la Défense puissent augmenter de 600 millions d'euros par rapport à la loi de finances 2016. 600 millions d'euros, c'est un geste fort de la Nation. Ce n'est pas un cadeau que je fais aux armées. C'est un dû. Ce n'est pas une annonce. C'est un engagement financier, qui va se traduire par le renforcement des effectifs de 10 000 postes dans les unités, au cours des années 2017 à 2019. Des marges de manœuvre supplémentaires seront également apportées avec le recours à la réserve. L'objectif, c'est de disposer d'un vivier de 40 000 réservistes opérationnels d'ici 2019.

Enfin, je veux terminer sur une initiative que nous avons prise avec le Gouvernement : c'est le service militaire volontaire. Nous avons été en effet très impressionnés par ce que faisaient les armées outre-mer, avec la possibilité pour des jeunes, non seulement d'apprendre la vie, de savoir se comporter en citoyen, d'avoir une forme d'apprentissage militaire, mais aussi d'apprentissage professionnel. Alors, nous avons fait en sorte que puissent être créées plusieurs unités de service militaire volontaire. Aujourd'hui, il y en a quatre. À travers cette véritable préparation militaire à l'emploi, des jeunes peuvent avoir une nouvelle chance. Et j'ai eu l'occasion de le vérifier. J'ai vu leur fierté, j'ai vu ce qu'ils apprenaient. Je savais comment ils étaient entrés au moment des premiers jours du service, et ce qu'ils étaient devenus à la fin de la mission. Pour cela, je veux saluer les armées.

Je fais partie d'une génération où il y avait la conscription, où on faisait douze mois de service. Et on a pu craindre que le lien entre l'armée et la Nation puisse se distendre, voire même se dissoudre. On a pensé que les armées pouvaient ne plus jouer ce rôle pour donner une chance supplémentaire à des jeunes, pour leur permettre même de comprendre la vie qui les attendait. Même si l'armée faisait beaucoup dans ces écoles professionnelles, même si l'armée faisait beaucoup pour recruter des jeunes, justement, en leur préparant des métiers dans nos forces armées. Il n'empêche, il était très important de faire la démonstration que les armées pouvaient aussi être un appui pour la lutte contre le chômage.

aussi être un appui pour la lutte contre le chômage.

Je lance un appel aux entreprises pour qu'elles investissent, elles aussi, dans le service militaire volontaire & qu'elles apportent des financements, ils seront les bienvenus, mais également des débouchés pour ces jeunes, des formations pour ces jeunes. Ce que je dis pour ce service militaire volontaire, je le dis pour l'ensemble de nos armées. Il y a bien sûr ce que fait l'État & mais il y a aussi ce que peuvent faire les citoyens à travers les réserves, et ce que peuvent faire les entreprises, pas simplement pour nous accompagner dans la vente de matériel - enfin, c'est nous qui les accompagnons plutôt - mais pour donner des moyens qui peuvent être utiles à la Nation et aux entreprises elles-mêmes.

Mais je veux terminer pour vous exprimer ce que je ressens. C'est le dernier 14 juillet de mon mandat, et donc que j'ai pu apprécier pendant ces quatre années ce que les armées pouvaient faire chaque fois que je faisais appel à elles. Cela m'est arrivé dans plusieurs circonstances, qui sont les plus graves, celle de l'engagement des forces, qui peut aboutir à ce que des soldats puissent risquer leur vie et être sacrifiés. J'ai pu, à chaque fois, faire cette vérification que nos armées pouvaient répondre avec discipline, bien sûr, pouvaient répondre avec engagement, à l'évidence, pouvaient répondre avec foi - foi dans la Nation, espérance dans l'avenir - et nous donner confiance dans les décisions que nous pouvions prendre au nom du peuple français. Mais pour y parvenir, fallait-il qu'il y ait des soldats, fallait-il qu'il y ait des sous-officiers, des officiers, des cadres supérieurs qui puissent nous assurer que la mission serait exécutée comme il convient.

En ce 13 juillet, je vous exprime, au nom de la Nation toute entière et en mon nom personnel, toute ma reconnaissance. Vous êtes nombreux à défiler demain, et vous verrez dans les yeux des Français qui vous regarderont sur les Champs-Élysées, et d'autres qui vous apercevront à la télévision - vous aurez plus de mal à communiquer avec eux - mais ce que je peux vous assurer, c'est qu'ils vous regarderont avec admiration et fierté.

Vive la République et vive la France !